

CR CEVU du 26 novembre 2010

Elus SNESUP présents : Muriel Bigan, Laurence Marsalle.
Blandine Mortain a donné procuration.

1. **Approbation du CR du 22 /10**

4 abstentions, 11 pour.

2. **Présentation de la politique Vie étudiante (Jamal)**

→ voir document Politique de la vie Etudiante

Simon Ente : pb des associations de filières → charte spécifique pour ces assos.

Reconnaissance engagement étudiant traité dans un autre CEVU. Permanences de la Caisse primaire assurance maladie sur le campus seraient bien. Pb asso handifac : demandent local SH1, mais université lanterne.

Salah : asso handifac devrait être à la MDE.

Jamal : dit que le problème est qu'il n'y a pas de réponse claire de l'université. Les services ne traitent pas le pb. Du coup Handifac squatte au relais. Pas possible. Jamal veut que pb réglé rentrée prochaine. Pb cpam : ne suffit pas que l'université veuille.

Salah : reconnaissance de l'investissement des étudiants envisagée sous une forme d'attestation.

Anne-Frédérique Paul : rajouter valeur de service public à laïcité et solidarité (valeurs de l'université Lille 1) dans la présentation de Jamal.

VP étudiant : se plaint du faible accompagnement administratif de la MDE.

3. **Demande d'approbation d'un nouveau projet de CESAL ouvert par l'IAE**

Certification pour les étudiants qui ont déjà une licence, CESAM pour ceux qui ont déjà master.

Louart : formation continue, depuis 2-3 ans. Vraie demande en partenariat avec secteur pro.

But des CESAL-CESAM : associer formation univ. avec pro. Ici projet avec Guilbert et D.

Crié. Donne une expertise aux gens. Projet intéressant pour IAE car beaucoup de gens à former dans ce domaine. Management de la santé à Lille 1, pas à Lille 2 (waouh...). Relève FC et non pas FI.

Pour : 16 (unanimité)

4. **Convention MDI (Algérie)**

Avenant convention partenariat MDI / Alger

A.-F. Paul : pourquoi pas de bourses prévues dans le projet ?

Louart : il y a des boursiers, mais pas gérés par le projet.

LM : pb école privée.

Louart : seules structures qui peuvent le faire, ce sont les structures privées... Intéressant de développer partenariat, pour développer ce qui se passe là-bas. Ont essayé de s'adresser à des universités là-bas, mais universités trop pauvres pour qu'elles puissent avoir des conventions.

Zahia Zeroulou : aimerait qu'on puisse en profiter pour échanger à propos de l'Algérie, par rapport à d'autres projets au sein de l'université.

Pour : 10

Abstentions : 6 (3 SNESUP, Simon, ...)

5. **Convention avec l'ESAM (Paris)**

Présentation : ??

Louart : Convention avec Lille 2 qui existait avant, qui a été arrêtée. Concurrence publique très lourde avec EDHEC, truc de Lille 2 → il faut se défendre : développement des partenariats avec une école privée pour l'amener progressivement à intégrer le secteur public. Confiant que sera publique un jour. Si ça n'est pas nous, ce sera une université parisienne... Intérêt ESAM : sur Paris, a des moyens, etc.

Simon : la « nationalisation » est séduisante. Mais inquiet car Lille 1 a une cohérence territoriale. Quel intérêt d'aller là-bas, et de faire concurrence à des établissements privés ?

Louart : OK avec logique territoriale. Si on doit rendre les étudiants aux universités parisiennes, on les rendra... Mais il faut se positionner sur Paris.

LM : pb privé + pb heures complémentaires à l'IAE.

Réponse : pas vraie concurrence

Louart : préside le réseaux écoles publiques universitaires IAE. Essaye d'éviter que les ravages de cette concurrence soient trop grands. Pb du sous-effectifs EC : intégrer des EC d'autres universités locales. Ils ont les HC pour.

LM : met en avant que le fait de payer des HC ne suffit pas, ça prend du temps aux EC sur leur recherche...

Louart : logique de développement comparatif, étudiants analyse les choses par rapport à l'IAE.

Salah : 3 pb soulevés : école privée, lieu, HC. On doit se mettre en cohérence avec ce qu'on a fait avec la catho... Et pan !

J.C. Routier : que signifie amener cette école à être publique ?

Louart : ne pourront pas exister telles quelles, car seules les universités (et grdes écoles privées) pourront garantir la qualité, adossement à la recherche.

J.C. Routier insiste.

Louart : pense que cette volonté viendra un jour...

J.C. Routier : question des frais d'inscriptions : 3500-400 euros.

Pour : 7

Contre : 3 (SNESUP)

Abstention : 5 (J.C. Routier, ...)

Louart : s'engage perso à rendre compte chaque année de l'état de ce partenariat, pour voir si va dans le bon sens.

6. Bilan des activités du BAIP en 2009-2010

Mireille Clerbout : présentation (cf document joint). Pb de présence des étudiants qui s'inscrivent, mais qui ne viennent pas...

J.C. Routier voudrait un bilan d'activités pour d'autres de services (pour OFIP existe déjà), le SUDES le fait en CA.

7. Politique des stages

Mireille Clerbout : voir document. Uniquement pour étudiants inscrits dans les formations. Rapport de l'étudiant, encadrant dans la boîte et à l'université, etc.

Simon Ente : suppression stages libres= avancée. Les réintégrer = régression. Trouve que main d'œuvre gratuite...

Fabrice Caudron : quel public concerné par ce type d'attestation ? Contrôle ? Rémunération du tuteur pédagogique ?

Mireille : 300 stages environ par an. Soit pendant vacances, et ont une expérience professionnelle. Et cas des étudiants qui ont un semestre « vide ». Fait attention à ce que ce soit de vrais stages.

Janine : prévu de mettre des limites en durée à ces stages ?

J.C. Routier : mettre une limite inférieure pour que vrai stage.

Salah : dans master, demande d'avoir fait un stage avant pour être accepté.

Mireille Clerbout rappelle que les stages au-delà d'une certaine durée doivent être

rémunérés, chez **nous** comme ailleurs (hors recherche) : stage de plus de deux mois (et 40j de présence au moins) doivent être gratifiés (417,09 euros pour un temps plein – 35h/s). Si entreprise pousse à ce que ce soit sa convention qui soit signée, OK (mais plus de boulot pour nous car on doit tout relire et raturer ce qui ne va pas), mais il faut que l'étudiant remplisse quand même convention en ligne, car contient choses importantes pour l'univ.

8. Enjambement Licence-Master (à la demande de Murie, qui est partie à ce moment)

LM : pb enjambement licence-master : pose pb car souvent étudiant ont master mais pas licence... Aussi bien que fassent un stage. En plus si veulent faire un master ailleurs , n'ont pas la même possibilité.

Salah : OK pour que demande aussi au responsable de la licence. On pourra changer le règlement pour l'année prochaine.

9. Questions diverses

J.C. Routier : référentiel des services en œuvre dès cette année ?

Salah : oui, mais doit être voté/validé par CEVU/CS/CA qui va avoir lieu en janvier.

J.C. Routier : pb TICE C2I au premier semestre : poly avec réf. à Windows, mais machines Linux. Pb d'assiduité à l'enseignement.

Simon Ente : enseignant mettent documents en ligne, sans fournir version papier.

LM : dit que on doit fournir les versions papier des documents indispensables à l'enseignement (fiches TD, polys, etc).

Salah : pb de gestion du S3 et du S4. N'est pas content de ce qui s'est passé (attitude de certains directeurs de composante), mais n'ouvre pas le débat.